



RAPPORT DE GESTION

Troisième trimestre clos le 30 novembre 2024

Le rapport qui suit fournit une analyse des résultats d'exploitation consolidés et de la situation financière consolidée de Velan Inc. (la « Société ») pour le troisième trimestre clos le 30 novembre 2024. Le présent rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 29 février 2024 et 28 février 2023. Les états financiers consolidés de la Société ont été dressés conformément aux *Normes internationales d'information financière* telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (les « IFRS »). Les principales méthodes comptables utilisées pour dresser ces états financiers consolidés sont présentées à la note 2 des états financiers consolidés audités de la Société. L'ensemble des opérations et des soldes libellés en monnaies étrangères ont été convertis en dollars américains, monnaie de présentation de la Société. Le présent rapport de gestion a été approuvé par le conseil d'administration de la Société le 14 janvier 2025. D'autres documents d'information de la Société, notamment la notice annuelle et la circulaire de sollicitation de procurations, peuvent être consultés sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca.

MESURES HORS IFRS ET MESURES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

Dans le présent rapport de gestion, la Société utilise des mesures de la performance et de la situation financière qui ne sont pas définies par les IFRS (les « mesures hors IFRS ») et qui sont, par conséquent, peu susceptibles d'être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures, que la direction utilise pour évaluer les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société, sont rapprochées des mesures de la performance définies par les IFRS. Les rapprochements sont présentés à la fin du présent rapport. La Société utilise également des mesures financières supplémentaires, qui sont définies à la fin du présent rapport.

INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion peut inclure des énoncés prospectifs, qui contiennent généralement des mots comme « devoir », « croire », « anticiper », « planifier », « pouvoir », « prévoir », « devoir », « avoir l'intention de », « continuer » ou « estimer » pouvant être utilisés au conditionnel ou au futur, ou la forme négative de ces termes, leurs variations ou une terminologie semblable, qui comportent tous des risques et des incertitudes. Ces risques et incertitudes sont présentés dans les documents déposés par la Société auprès des commissions des valeurs mobilières compétentes. Bien que ces énoncés soient fondés sur les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits nouveaux futurs attendus, ainsi que sur d'autres facteurs qui, selon elle, sont raisonnables et appropriés dans les circonstances, aucun énoncé prospectif ne peut être garanti et les résultats réels futurs peuvent différer sensiblement de ceux qui sont exprimés dans les présentes. La Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser un énoncé prospectif contenu dans le présent rapport de gestion, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement, à moins d'y être obligée par la législation en valeurs mobilières applicable. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.

À PROPOS DE VELAN

La Société conçoit, fabrique et commercialise à l'échelle mondiale une vaste gamme de robinetteries industrielles utilisées dans des applications critiques. Velan fournit des solutions à de nombreux secteurs, notamment ceux de la production d'énergie, du nucléaire, du pétrole et du gaz, des produits chimiques, du gaz naturel liquéfié et de la cryogénie, des pâtes et papiers, des procédés géothermiques, de la construction navale, de la défense et des technologies à émission de carbone nulles. La Société, l'un des chefs de file mondiaux de la robinetterie industrielle en acier, exploite 12 usines de fabrication à travers le monde (2 usines en France) et compte 1 617 employés (382 en France). Son siège social est situé à Montréal, au Canada. Sa stratégie d'affaires consiste à concevoir, fabriquer et commercialiser des robinetteries novatrices en mettant l'accent sur la qualité, la sécurité, la facilité d'utilisation et la longévité. La Société a pour objectifs stratégiques, entre autres, l'excellence opérationnelle et l'amélioration des marges en demeurant résolument axée sur ses clients, l'accélération de sa croissance grâce à l'intensification de ses efforts dans les marchés clés où la Société se démarque nettement de la concurrence, ainsi que l'amélioration et la modernisation continues de ses systèmes et procédés.

Les états financiers consolidés de la Société incluent les activités d'exploitation nord-américaines, qui comptent deux usines de fabrication au Canada, ainsi qu'une usine de fabrication et un centre de distribution aux États-Unis. Les activités d'exploitation importantes de la Société englobent des usines de fabrication en France (activités abandonnées), en Italie, au Portugal, en Corée, à Taïwan, en Inde et en Chine. Les activités d'exploitation de la Société comprennent également un service de vente en Allemagne.

TRANSACTIONS IMPORTANTES

Le 14 janvier 2025, la Société a annoncé qu'elle avait conclu un accord (la « Convention de cession des obligations liées à l'amiante ») avec une société membre du même groupe que Global Risk Capital (l'« Acquéreur ») pour céder de manière permanente ses obligations liées à l'amiante (l'« Opération de cession des obligations liées à l'amiante »). Global Risk Capital est une société de gestion de passif à long terme spécialisée dans l'acquisition et la gestion de passifs d'entreprise hérités du passé. Dans le cadre de l'Opération de cession des obligations liées à l'amiante, Velan Inc. procédera au transfert de ses actifs et passifs dans une nouvelle filiale et à la vente de sa filiale américaine existante, Velan Valve Corp, qui aura été capitalisée à hauteur de 143 millions de dollars (sous réserve de certains ajustements) par Velan Inc. et de 7 millions de dollars de l'Acquéreur. L'Opération de cession des obligations liées à l'amiante permettra d'éliminer définitivement du bilan de Velan Inc. tous les passifs et les obligations liés à l'amiante et d'indemniser Velan pour tous les passifs liés à l'amiante hérités du passé.

La Société a également annoncé que Velan UK, une filiale à 100 % de la Société, a conclu un protocole d'entente (le « protocole d'entente ») relatif à la vente de 100 % du capital social et des droits de vote rattachés aux titres de ses filiales françaises, Segault SAS (« Segault ») et Velan SAS (« Velan France »), à Framatome S.A.S. (« Framatome »), une chef de file mondial dans le domaine de l'énergie nucléaire, pour une contrepartie totale de 198,4 millions de dollars américains (192,5 millions d'euros) (l'« Opération française »).

La vente des activités françaises répond aux critères, au 30 novembre 2024, des actifs détenus en vue de la vente et des activités abandonnées. En conséquence, le bilan consolidé au 30 novembre 2024 a été ajusté pour présenter le groupe de cession comme un actif détenu en vue de la vente, et les états des résultats et les flux de trésorerie consolidés ont été ajustés rétrospectivement pour présenter uniquement les résultats des activités poursuivies.

Au-delà d'un changement de présentation, ces transactions ont eu les impacts comptables suivants (décrits plus en détail dans le présent rapport de gestion) :

1. Les résultats des activités poursuivies comprennent une charge de 69,1 millions de dollars en lien avec des coûts liés à l'amiante. Cette charge représente principalement la désactualisation accélérée des intérêts de 49,9 millions de dollars et une provision supplémentaire de 16,8 millions de dollars pour tenir compte du règlement attendu de 143 millions de dollars. Les avantages fiscaux de ces ajustements ne sont pas reconnus aux États-Unis.
2. Les résultats des activités poursuivies comprennent la comptabilisation d'un actif d'impôt différé d'un montant de 16,7 millions de dollars, représentant des attributs fiscaux non comptabilisés antérieurement que la Société prévoit d'utiliser pour compenser le passif fiscal résultant de la cession des filiales françaises. Bien que le passif fiscal final associé à la vente des activités françaises changera de manière significative lors de la clôture de la transaction, la Société prévoit d'avoir suffisamment d'avantages fiscaux non comptabilisés pour compenser le passif fiscal final, ce qui n'aura pas d'effet sur la liquidité de la Société.
3. Les résultats des activités abandonnées comprennent une charge d'impôt différé de 16,7 millions de dollars liée à la comptabilisation de différences temporaires sur les activités françaises. Ces 16,7 millions de dollars ont été calculés en utilisant la différence entre la valeur comptable nette des filiales françaises et la base fiscale correspondante.

RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES¹

MESURES HORS IFRS ET MESURES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

- Carnet de commandes² bien rempli de 298,7 millions de dollars, en hausse de 15,0 millions de dollars, soit 5,3 %, depuis le début de l'exercice.
- Nouvelles commandes² de 59,1 millions de dollars, contre 60,1 millions de dollars l'année dernière, ce qui représente un ratio commandes/chiffre d'affaires² de 0,81.
- Résultat net ajusté des activités poursuivies de 8,5 millions de dollars, contre une perte nette ajustée de 7,0 millions de dollars pour le trimestre correspondant, principalement en raison de l'augmentation du chiffre d'affaires et de la marge brute.
- Résultat net ajusté par action des activités poursuivies de 0,39 \$, contre une perte nette ajustée par action de 0,32 \$ l'année dernière.
- BAIIA ajusté des activités poursuivies de 14,3 millions de dollars, par rapport à un montant négatif de 4,1 millions de dollars l'année dernière. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des ventes et de la marge brute.

MESURES IFRS, Y COMPRIS LES TRANSACTIONS IMPORTANTES

- Chiffre d'affaires de 73,4 millions de dollars, en progression de 11,2 millions de dollars, soit 18,1 %, par rapport au même trimestre du précédent exercice.
- Marge brute de 28,3 millions de dollars, soit 38,6 % du chiffre d'affaires, en forte hausse par rapport à 8,2 millions de dollars, ou 13,1 % du chiffre d'affaires.
- Perte nette³ des activités poursuivies de 47,8 millions de dollars, contre une perte nette de 9,5 millions de dollars lors de l'exercice précédent, reflétant des coûts de restructuration de 74,5 millions de dollars avant impôts sur le résultat.
- Perte nette par action des activités poursuivies de 2,22 \$, comparativement à une perte nette par action de 0,44 \$ lors de l'exercice précédent.
- Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont été à l'équilibre, contre 0,1 million de dollars lors de l'exercice précédent.
- La trésorerie nette s'élevait à 32,1 millions de dollars à la fin du trimestre, contre 36,4 millions de dollars au début de l'exercice.

RÉSULTATS DE LA PÉRIODE DES NEUF PREMIERS MOIS DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

MESURES HORS IFRS ET MESURES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

- Nouvelles commandes de 230,5 millions de dollars pour la période, contre 177,1 millions de dollars l'an dernier, ce qui représente un ratio commandes/chiffre d'affaires de 1,09.
- Résultat net ajusté des activités poursuivies de 11,9 millions de dollars, contre une perte nette ajustée de 14,7 millions de dollars pour la période correspondante, reflétant l'augmentation du chiffre d'affaires et de la marge brute.

¹ Tous les montants en dollars sont exprimés en dollars américains.

² Mesures hors IFRS et mesures financières supplémentaires — des précisions additionnelles sont fournies à la fin du présent rapport.

³ Le résultat net ou la perte nette représente le résultat net ou la perte nette attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple.

- Résultat net ajusté par action des activités poursuivies de 0,55 \$, contre une perte nette ajustée par action de 0,68 \$ l'an dernier.
- BAIIA ajusté des activités poursuivies de 24,3 millions de dollars, comparé à un montant négatif de 5,9 millions de dollars l'année dernière, reflétant l'augmentation des ventes et de la marge brute.

MESURES IFRS, Y COMPRIS LES TRANSACTIONS IMPORTANTES

- Chiffre d'affaires de 212,0 millions de dollars, en hausse de 34,5 millions de dollars ou 19,5 % par rapport à la même période au cours de l'exercice précédent.
- Marge brute de 65,1 millions de dollars, soit 30,7 % du chiffre d'affaires, contre 31,9 millions de dollars, soit 18,0 % du chiffre d'affaires, l'année dernière.
- Perte nette des activités poursuivies de 50,6 millions de dollars, contre une perte nette de 22,4 millions de dollars l'année dernière, reflétant des coûts de restructuration de 81,3 millions de dollars avant impôts sur le résultat.
- Perte nette par action des activités poursuivies de 2,35 \$, contre une perte nette par action de 1,04 \$ l'année dernière.
- Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation des activités poursuivies solides et s'élevant à 19,9 millions de dollars, contre un montant négatif de 7,6 millions de dollars l'année dernière.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars américains)

HORS IFRS	Trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les		
	30 novembre 2024	30 novembre 2023	Variation	30 novembre 2024	30 novembre 2023	Variation
(en milliers)						
Résultat net (perte nette) ¹ ajusté(e) des activités poursuivies	8 502	(7 011)	15 513	11 857	(14 728)	26 585
BAIIA ajusté ² des activités poursuivies	14 260	(4 148)	18 408	24 337	(5 824)	30 161
Résultat net (perte nette) ajusté(e) des activités poursuivies par action – de base et dilué(e)	0,39	(0,32)	0,71	0,55	(0,68)	1,23

IFRS	Trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les		
	30 novembre 2024	30 novembre 2023	Variation	30 novembre 2024	30 novembre 2023	Variation
(en milliers)						
Des activités poursuivies						
Chiffre d'affaires	73 404 \$	62 160 \$	11 244 \$	211 998 \$	177 458 \$	34 540 \$
Marge brute	28 305	8 165	20 140	65 087	31 871	33 216
Frais d'administration	17 003	15 476	1 527	48 348	46 504	1 844
Autres charges (produits)	(782)	(542)	(240)	(876)	(949)	73
	12 084	(6 769)	18 853	17 615	(13 684)	31 299
Frais de restructuration	74 468	2 274	72 194	81 301	6 846	74 455
Charge d'impôt sur le résultat	(14 930)	77	(15 007)	(13 933)	832	(14 825)
Perte nette ²	(47 835)	(9 461)	(38 374)	(50 632)	(22 366)	(28 266)
Résultat net (perte nette) des activités abandonnées	(14 262)	2 211	(16 473)	(12 449)	4 712	(17 161)
Perte nette	(62 097)	(7 250)	(54 847)	(63 081)	(17 654)	(45 427)
(en pourcentage des ventes)						
Marge brute des activités poursuivies	38,6 %	13,1 %	2 550 pb	30,7 %	18,0 %	1 270 pb
(en dollars par action)						
Résultat net (perte nette) des activités poursuivies par action – de base et dilué	(2,22)	(0,44)	(1,78)	(2,35)	(1,04)	(1,31)
Résultat net (perte nette) des activités abandonnées par action – de base et dilué(e)	(0,66)	0,10	(0,76)	(0,57)	0,22	(0,79)
Résultat net (perte nette) par action – de base et dilué(e)	(2,88)	(0,34)	(2,54)	(2,92)	(0,82)	(2,10)

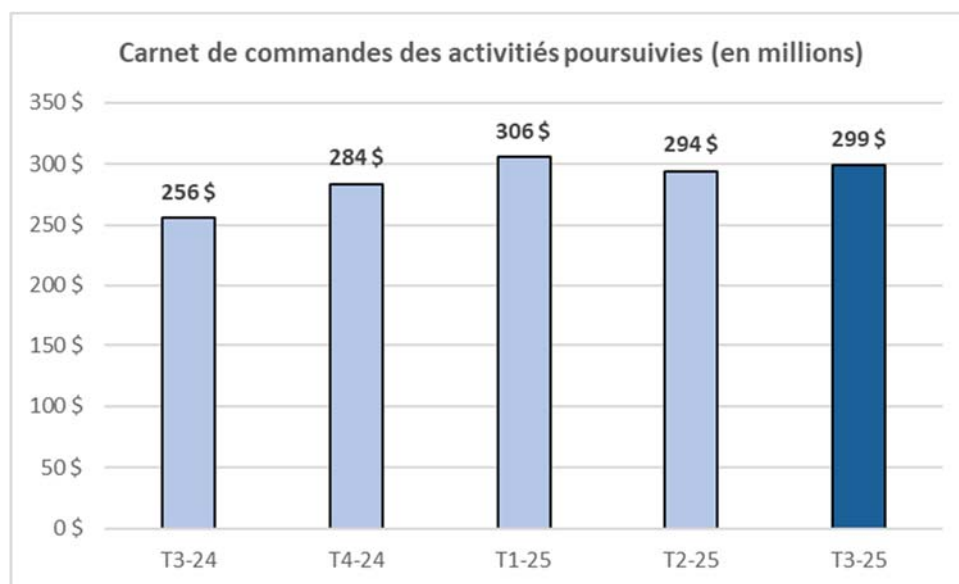
¹ Mesures hors IFRS et mesures financières supplémentaires – vous trouverez plus d'informations à la fin de ce rapport.

² Le résultat net ou la perte nette représente le résultat net ou la perte nette attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple.

Carnet de commandes

	Au					
	30 novembre 2024		29 février 2024		30 novembre 2023	
(en milliers)	\$	%	\$	%	\$	%
Carnet de commandes	298 685		283 647		255 699	
Livraisons au cours des 12 prochains mois	249 144	83,4 %	259 662	91,5 %	232 955	91,1 %
Livraisons dans les 12 à 24 mois	44 434	14,9 %	13 757	4,9 %	13 758	5,4 %
Livraisons dans les 24 à 36 mois	0	0,0 %	10 228	3,6 %	8 986	3,5 %
Livraisons dans plus de 36 mois	5 107	1,7 %	0	0,0 %	0	0,0 %

Au 30 novembre 2024, le carnet de commandes des activités poursuivies s'élevait à 298,7 millions de dollars, en hausse de 15,0 millions de dollars, ou 5,3 %, depuis le début de l'exercice. L'augmentation est principalement attribuable au fait que les nouvelles commandes ont surpassé les livraisons au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2025. Au 30 novembre 2024, 83,4 % du carnet de commandes, représentant des commandes d'une valeur de 249,1 millions de dollars, était livrable au cours des 12 prochains mois. Les fluctuations des taux de change ont eu une incidence négative de 2,5 millions de dollars sur la valeur du carnet de commandes au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2025, comparativement à la même période du précédent exercice, en raison principalement de l'affaiblissement de l'euro par rapport au dollar américain.



Nouvelles commandes

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	30 novembre 2024	30 novembre 2023	30 novembre 2024	30 novembre 2023
(en milliers, sauf les ratios)				
Nouvelles commandes	59 096 \$	60 076 \$	230 474 \$	177 054 \$
Ratio commandes/chiffre d'affaires	0,81	0,97	1,09	1,00

Les nouvelles commandes des activités poursuivies au troisième trimestre de l'exercice 2025 se sont chiffrées à 59,1 millions de dollars, contre 60,1 millions de dollars lors de la même période du précédent exercice. Le léger recul est attribuable au calendrier des commandes à la suite du fort volume de nouvelles commandes obtenues dans la première moitié de l'exercice 2025 et à des retards dans la réalisation de certains projets ciblés en Italie. Ces facteurs

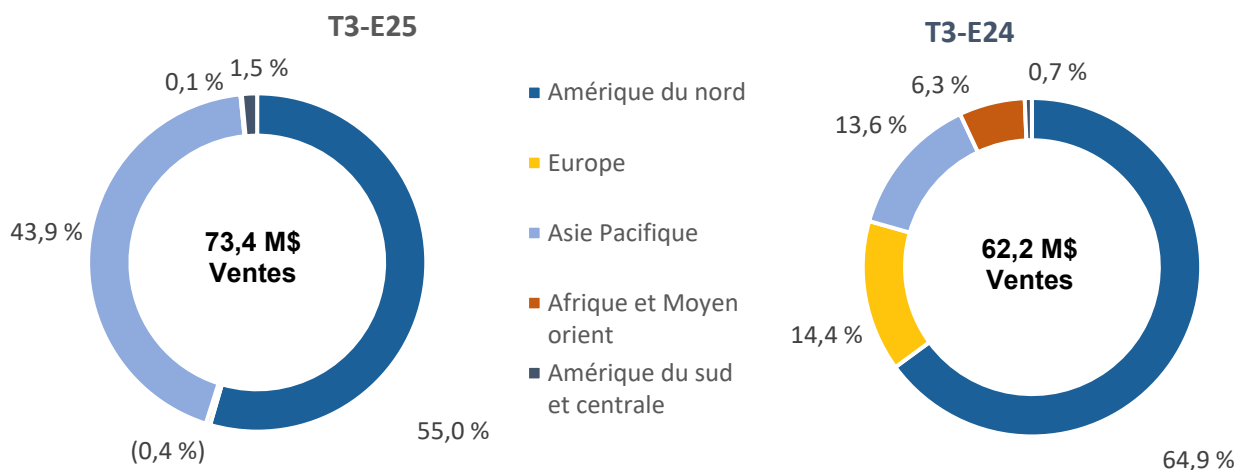
ont été en partie contrebalancés par une augmentation des nouvelles commandes liées aux activités d'entretien, de réparation et de révision en Amérique du Nord et par une hausse des nouvelles commandes en Allemagne pour des projets de raffinerie de pétrole. Les fluctuations des taux de change ont eu une incidence négative de 0,6 million de dollars sur la valeur des nouvelles commandes pour le trimestre.

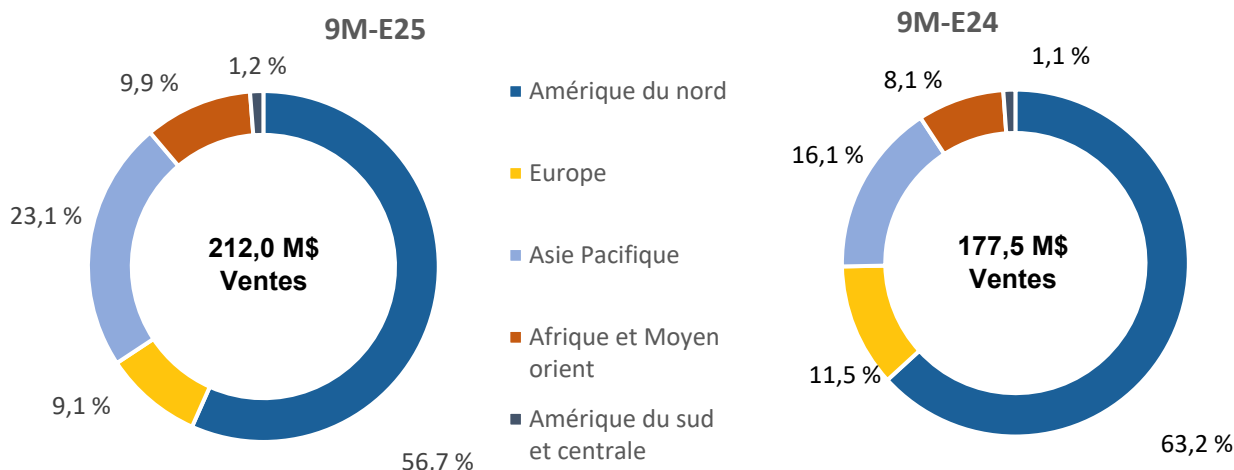
Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2025, les nouvelles commandes des activités poursuivies se sont élevées à 230,5 millions de dollars, en hausse par rapport à celles de 177,1 millions de dollars obtenues au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2024. L'augmentation est attribuable à une hausse des nouvelles commandes en Amérique du Nord et en Allemagne, en partie contrebalancée par une réduction des nouvelles commandes en Italie. Les fluctuations des taux de change ont eu une incidence négative de 1,7 million de dollars sur la valeur des nouvelles commandes pour la période.

Du fait que le chiffre d'affaires a surpassé les nouvelles commandes, le ratio commandes/chiffre d'affaires s'est établi à 0,81 pour le trimestre clos le 30 novembre 2024, tandis que le ratio pour la période de neuf mois close le 30 novembre 2024 s'est élevé à 1,09 alors que les nouvelles commandes, provenant principalement des activités dans le secteur du nucléaire en Amérique du Nord, ont surpassé le chiffre d'affaires.

Chiffre d'affaires

Répartition des ventes des activités poursuivies selon l'emplacement géographique des clients





Le chiffre d'affaires des activités poursuivies a atteint 73,4 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2025, en hausse de 11,2 millions de dollars, soit 18,1 %, par rapport à la même période un an plus tôt. L'augmentation est principalement attribuable à une hausse des expéditions des opérations italiennes destinées au marché du pétrole et du gaz et à une augmentation des expéditions des opérations en Chine destinées au secteur pétrochimique. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par une diminution des ventes sur d'autres marchés internationaux, tandis que le chiffre d'affaires des opérations nord-américaines est demeuré relativement stable. Les fluctuations des taux de change ont eu un impact positif de 0,5 million de dollars sur le chiffre d'affaires du trimestre.

Pour la période de neuf mois close le 30 novembre 2024, le chiffre d'affaires des activités poursuivies s'est élevé à 212,0 millions de dollars, comparativement à 177,5 millions de dollars lors de la même période du précédent exercice. La progression s'explique principalement par une augmentation des expéditions des opérations italiennes et nord-américaines, de même que par des revenus non récurrents de 5,2 millions de dollars au deuxième trimestre pour lesquels aucune marge brute n'a été comptabilisée, en partie contrebalancés par un recul du chiffre d'affaires sur d'autres marchés internationaux. Les fluctuations des taux de change ont eu un impact positif de 0,2 million de dollars sur le chiffre d'affaires de la période.

Marge brute

La marge brute des activités poursuivies s'est établie à 28,3 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2025, en hausse par rapport à 8,2 millions de dollars douze mois plus tôt. L'augmentation est attribuable à un accroissement du chiffre d'affaires qui a eu un impact positif sur l'imputation des coûts indirects fixes de production, une composition du chiffre d'affaires plus avantageuse cette année que lors du précédent exercice, une réduction de l'exposition à un contrat onéreux, ainsi que des gains de productivité. Les fluctuations des taux de change ont eu un impact positif de 0,2 million de dollars sur la marge brute du trimestre, par rapport à la même période l'an dernier. Exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires, la marge brute s'est établie à 38,6 %, comparativement à 13,1 % un an plus tôt.

Pour la période de neuf mois close le 30 novembre 2024, la marge brute des activités poursuivies a atteint 65,1 millions de dollars, contre 31,9 millions de dollars un an plus tôt. La variation favorable reflète l'accroissement du chiffre d'affaires qui a eu un impact positif sur l'imputation des coûts indirects fixes de production, une composition du chiffre d'affaires plus favorable, de même que des gains de productivité. Les fluctuations des taux de change n'ont pas eu d'impact sur la marge brute de la période, comparativement à la même période l'an dernier. Exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires, la marge brute s'est établie à 30,7 %, contre 18,0 % un an auparavant. Si on exclut l'incidence des revenus non récurrents susmentionnés, la marge brute exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires s'est établie à 31,5 % cette année.

Frais d'administration

Les frais d'administration des activités poursuivies ont totalisé 17,0 millions de dollars, soit 23,2 % du chiffre d'affaires, au troisième trimestre de l'exercice 2025, comparativement à 15,5 millions de dollars, ou 24,9 % du chiffre d'affaires un an auparavant. L'augmentation d'un exercice sur l'autre est principalement attribuable à une hausse des commissions de vente résultant de l'accroissement du volume d'affaires, une hausse des coûts de transport, de même qu'à l'incidence d'une hausse importante de la valeur boursière des actions de la Société sur son régime de rémunération incitative à long terme.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2025, les frais d'administration des activités poursuivies ont totalisé 48,3 millions de dollars, soit 22,8 % du chiffre d'affaires, comparativement à 46,5 millions de dollars, ou 26,2 % du chiffre d'affaires, un an plus tôt. L'augmentation d'un exercice sur l'autre est attribuable aux facteurs susmentionnés.

Frais de restructuration

Pour le trimestre clos le 30 novembre 2024, la Société a engagé des frais de restructuration de 74,5 millions de dollars, dont 69,1 millions de dollars en lien avec des coûts liés à l'amiante et 5,4 millions de dollars liés à la transaction. Au cours du trimestre clos le 30 novembre 2023, les frais de restructuration se sont élevés à 2,3 millions de dollars en lien avec les coûts liés à l'amiante.

Pour la période de neuf mois close le 30 novembre 2024, la Société a engagé des frais de restructuration de 81,3 millions de dollars, dont 73,7 millions de dollars en lien avec des coûts liés à l'amiante et 7,6 millions de dollars liés à la transaction. Au cours de la période de neuf mois close le 30 novembre 2023, les frais de restructuration se sont élevés à 6,8 millions de dollars en lien avec les coûts liés à l'amiante.

BAlIA et BAIIA ajusté

Le BAIIA des activités poursuivies au troisième trimestre de 2025 s'est élevé à un montant négatif de 60,2 millions de dollars, comparativement à un BAIIA négatif de 6,7 millions de dollars douze mois plus tôt. En excluant les coûts liés à l'amiante et les coûts liés à la transaction, le BAIIA ajusté des activités poursuivies du troisième trimestre de cet exercice s'élevait à 14,3 millions de dollars, alors que le BAIIA ajusté de l'exercice précédent était négatif de 4,1 millions de dollars. L'augmentation d'une année sur l'autre est due à la hausse du chiffre d'affaires et de la marge brute, partiellement contrebalancée par des frais d'administration plus élevés.

Pour la période des neuf premiers mois de l'exercice 2025, le BAIIA des activités poursuivies s'est élevé à un montant négatif de 56,9 millions de dollars, contre un montant négatif de 13,8 millions de dollars l'an dernier. En excluant les coûts liés à l'amiante et les coûts liés à la transaction, le BAIIA ajusté des activités poursuivies pour la période des neuf premiers mois de l'exercice 2025 s'élevait à 24,3 millions de dollars, en hausse par rapport au montant négatif de 5,9 millions de dollars de l'exercice précédent. Cette augmentation reflète les facteurs susmentionnés.

Charges financières (montant net)

Pour le trimestre clos le 30 novembre 2024, les charges financières des activités poursuivies ont été stables à 0,4 million de dollars, comparativement à ce qu'ils étaient au trimestre clos le 30 novembre 2023.

Pour la période de neuf mois close le 30 novembre 2024, les charges financières des activités poursuivies ont été stables à 1,1 million de dollars, comparativement à la période correspondante du précédent exercice clos le 30 novembre 2023.

Impôts sur le résultat

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2025, le recouvrement d'impôt sur le résultat des activités poursuivies s'est élevé à 14,9 millions de dollars, comparativement à une charge d'impôt sur le résultat des activités poursuivies de 0,1 million de dollars l'an dernier. Cette variation est attribuable à un recouvrement d'impôt sur le résultat de 16,7 millions de dollars au cours de l'exercice 2025, reflétant les actifs d'impôt différé liés à la reconnaissance d'actifs d'impôt différé qui n'avaient pas été comptabilisés auparavant et qui devraient être utilisés contre le passif d'impôt résultant de la cession des filiales françaises. En outre, les différences temporaires découlant de la comptabilisation des coûts liés à l'amiante de 69,1 millions de dollars n'ont pas été comptabilisées aux États-Unis.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2025, le recouvrement d'impôt sur le résultat des activités poursuivies s'élève à 14,0 millions de dollars, comparativement à une charge d'impôt sur le résultat des activités poursuivies de 0,8 million de dollars l'an dernier. La variation est attribuable aux actifs d'impôts différés mentionnés ci-dessus ainsi qu'aux différences temporaires non comptabilisées des coûts liés à l'amiante.

Résultat net (perte nette) et Résultat net (perte nette) ajusté(e)

Pour le trimestre

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2025, la perte nette des activités poursuivies s'est élevée à 47,8 millions de dollars, soit 2,22 dollars par action, contre une perte nette de 9,5 millions de dollars, soit 0,44 dollar par action, l'année dernière.

Le résultat net ajusté des activités poursuivies pour le troisième trimestre de l'exercice 2025 s'est élevé à 8,5 millions de dollars, soit 0,39 dollar par action, contre une perte nette ajustée de 7,0 millions de dollars, soit 0,32 dollar par action, l'année dernière. Cette variation est principalement attribuable à l'augmentation du BAIIA ajusté.

La perte nette des activités abandonnées s'est élevée à 14,3 millions de dollars, soit 0,66 dollar par action, contre un résultat net des activités abandonnées de 2,2 millions de dollars, soit 0,10 dollar par action, l'année dernière. Par conséquent, la perte nette du troisième trimestre de l'exercice 2025 s'est élevée à 62,1 millions de dollars, soit 2,88 dollars par action, contre une perte nette de 7,3 millions de dollars, soit 0,34 dollar par action, l'année dernière.

Période de neuf mois

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2025, la perte nette des activités poursuivies s'est élevée à 50,6 millions de dollars, soit 2,35 dollars par action, contre une perte nette de 22,4 millions de dollars, soit 1,04 dollar par action, l'année dernière.

Le résultat net ajusté des activités poursuivies pour les neuf premiers mois de l'exercice 2025 s'élève à 11,9 millions de dollars, soit 0,55 dollar par action, contre une perte nette ajustée de 14,7 millions de dollars, soit 0,68 dollar par action, l'année dernière. Cette variation est principalement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté.

La perte nette des activités abandonnées s'est élevée à 12,4 millions de dollars, soit 0,57 \$ par action, contre un résultat net des activités abandonnées de 4,7 millions de dollars, soit 0,22 \$ par action, l'année dernière. Par conséquent, la perte nette pour les neuf premiers mois de l'exercice 2025 s'est élevée à 63,1 millions de dollars, soit 2,92 dollars par action, contre une perte nette de 17,7 millions de dollars, soit 0,82 dollar par action, l'année dernière.

Activités abandonnées

Les produits et les charges, les gains et les pertes liés à l'abandon du groupe de cession ont été soustraits du résultat net des activités poursuivies de la Société et sont présentés sur une ligne distincte dans l'état des résultats consolidé. Le détail des éléments composant ce résultat est le suivant :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	30 novembre	30 novembre	30 novembre	30 novembre
	2024	2023	2024	2023
(en milliers)	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	23 381	18 785	60 934	51 464
Coût des ventes	14 728	10 564	38 583	28 512
Marge brute	8 653	8 222	22 351	22 953
Frais d'administration	5 241	4 867	15 852	15 465
Autres charges (produits)	360	569	907	1 488
Résultat d'exploitation	3 052	2 786	5 592	5 999
Produits financiers	(60)	(59)	(118)	(265)
Charges financières	-	-	-	-
Charges financières – montant net	(60)	(59)	(118)	(265)
Résultat (perte) avant impôts	3 112	2 845	5 710	6 263
Charge d'impôt sur le résultat (note a)	17 374	634	18 159	1 551
Résultat net (perte nette) de la période	(14 262)	2 211	(12 449)	4 712

- a) Étant donné que la direction s'attend à réaliser les différences fiscales temporaires sur son groupe de cession, un passif et une charge d'impôt différé de 16,7 millions de dollars liés au groupe de cession ont été comptabilisés. Ce passif d'impôt différé est calculé sur la base de la valeur comptable nette au 30 novembre 2024 du groupe de cession et sera révisé en fonction du produit attendu de la cession, ce qui se traduira par une charge d'impôt finale nettement plus élevée. La Société dispose de suffisamment d'avantages fiscaux non comptabilisés qu'elle comptabilisera pour compenser l'impact de cette charge fiscale, qui n'aura pas d'effet sur la liquidité de la Société.

SOMMAIRES DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente des données financières sommaires tirées des états financiers non audités de la Société de chacun des huit derniers trimestres clos pour les activités poursuivies.

	Trimestres clos							
(en milliers, sauf les montants par action)	Novembre 2024	Août 2024	Mai 2024	Février 2024	Novembre 2023	Août 2023	Mai 2023	Février 2023
Chiffre d'affaires	73 404 \$	77 696 \$	60 898 \$	80 847 \$	62 160 \$	63 196 \$	52 102 \$	79 017 \$
Résultat net (perte nette) des activités poursuivies	(47 835)	(837)	(1 959)	(8 287)	(9 461)	(3 996)	(8 909)	(53 090)
par action – de base et dilué(e)	(2,22)	(0,03)	(0,09)	(0,39)	(0,44)	(0,19)	(0,41)	(2,45)
Résultat net (perte nette) des activités abandonnées	(14 262)	958	855	6 204	2 211	1 876	625	5 926
par action – de base et dilué(e)	(0,66)	0,01	(0,05)	0,41	0,10	(0,09)	0,03	0,27
Résultat net (perte nette)	(62 097)	121	(1 104)	(2 083)	(7 250)	(2 120)	(8 284)	(47 164)
par action – de base et dilué(e)	(2,88)	0,01	(0,05)	(0,10)	(0,34)	(0,10)	(0,38)	(2,18)
BAIIA ajusté des activités poursuivies	14 260	6 535	2 806	15 661	(4 148)	2 220	(3 998)	13 558
Résultat net (perte nette) ajusté(e) des activités poursuivies	8 502	683	(1 808)	2 740	(7 011)	(3 754)	(8 535)	2 864
par action – de base et dilué(e)	0,39	0,03	(0,08)	0,13	(0,32)	(0,17)	(0,40)	0,13

SITUATION FINANCIÈRE

Actifs

Au 30 novembre 2024, le total des actifs s'élevait à 510,4 millions de dollars, en hausse par rapport à 479,4 millions de dollars au 29 février 2024.

Les actifs courants se chiffraient à 404,6 millions de dollars au 30 novembre 2024, y compris en actifs destinés à la vente, en hausse par rapport à 387,0 millions de dollars au 29 février 2024. Sur la base des activités poursuivies, la variation traduit essentiellement une augmentation de 22,6 millions de dollars des stocks visant à soutenir la croissance du carnet de commandes, ainsi qu'une augmentation de 7,8 millions de dollars de la trésorerie et des équivalents de trésorerie découlant de la génération de robustes flux de trésorerie. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par une diminution de 16,0 millions de dollars des créances d'exploitation attribuable à un meilleur recouvrement.

Les actifs non courants totalisaient 105,7 millions de dollars au 30 novembre 2024, y compris des actifs d'un montant de 17,0 millions de dollars destinés à la vente, contre 92,4 millions de dollars au 29 février 2024. Sur la base des activités poursuivies, la variation est principalement attribuable à une augmentation de 17,3 millions de dollars de l'impôt sur le résultat différé reflétant les actifs d'impôts différés liés aux transactions mentionnées ci-dessus, partiellement compensée par des diminutions de 2,3 millions de dollars et de 1,2 million de dollars des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles, respectivement.

Passifs

Au 30 novembre 2024, le total des passifs s'élevait à 393,1 millions de dollars, en hausse par rapport à 296,1 millions de dollars au 29 février 2024.

Les passifs courants s'élèvent à 301,2 millions de dollars au 30 novembre 2024, dont 39,7 millions de dollars de passifs détenus en vue de la vente, contre 160,4 millions de dollars au 29 février 2024. Sur la base des activités poursuivies, la variation est principalement due à une augmentation de 139,4 millions de dollars des provisions en raison du reclassement de long terme à court terme de la provision liée à l'amiante, et à des augmentations de 20,6 millions de dollars et de 5,7 millions de dollars, respectivement, des dettes d'exploitation et charges à payer ainsi que des acomptes de clients, reflétant la hausse des nouvelles commandes. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par une diminution de 20,4 millions de dollars de la partie à court terme de la dette à long terme résultant d'un reclassement dans les passifs à long terme de passifs à court terme (voir la rubrique ci-après intitulée « Liquidités et ressources en capital »).

Les passifs non courants s'élevaient à 91,9 millions de dollars au 30 novembre 2024, dont 60,6 millions de dollars de passifs détenus en vue de la vente, contre 135,7 millions de dollars au 29 février 2024. Sur la base des activités poursuivies, la variation est principalement due à une réduction de 74,1 millions de dollars des provisions, partiellement compensée par une hausse de 14,6 millions de dollars de la dette à long terme liée aux reclassements mentionnés ci-dessus.

Capitaux propres

Au 30 novembre 2024, le total des capitaux propres s'élevait à 116,8 millions de dollars, contre 183,3 millions de dollars au 29 février 2024. La variation reflète essentiellement la perte nette enregistrée par la Société pour les neuf premiers mois de l'exercice 2025. La Société anticipe un gain à la suite de la conclusion de la vente de ses filiales françaises, qui devrait augmenter considérablement la valeur des capitaux propres tel que rapportée.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL – Analyse du risque de liquidité, des facilités de crédit, des flux de trésorerie et des transactions proposées *(tous les montants sont présentés en dollars américains, à moins d'indication contraire)*

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne soit pas en mesure de satisfaire à ses obligations financières à leur échéance. La Société gère son risque de liquidité en exerçant une surveillance de ses besoins de trésorerie futurs. Les prévisions de flux de trésorerie sont établies par les entités en exploitation, puis sont totalisées par la division des finances de la Société. La Société a pour politique de maintenir une trésorerie et des équivalents de trésorerie suffisants et de disposer de facilités de crédit afin de satisfaire aux exigences opérationnelles actuelles et futures.

	Au 30 novembre 2024					
(en milliers)	Valeur comptable \$	Moins de 1 an \$	De 1 à 3 ans \$	De 4 à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Dette à long terme	19 468	3 150	3 648	2 519	15 248	24 565
Obligations locatives à long terme	5 928	1 371	2 684	1 370	1 853	7 278
Dettes d'exploitation et charges à payer	77 179	77 179	-	-	-	77 179
Acomptes de clients	28 507	24 604	1 859	2 044	-	28 507

Au 30 novembre 2024, la Société respectait toutes les clauses restrictives liées à ses dettes et à ses facilités de crédit.

Le 30 novembre 2024, le carnet de commandes de la Société s'établissait à 298,7 millions de dollars, et la Société estime que le montant net de la trésorerie, sous réserve de certaines restrictions locales sur le contrôle des changes, combiné aux flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation, est suffisant pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières, d'accroître sa capacité, de combler ses besoins en fonds de roulement et de mettre en œuvre sa stratégie d'entreprise. Toutefois, rien ne garantit que le risque d'un autre ralentissement marqué de l'économie n'ait pas d'incidence défavorable importante sur les résultats d'exploitation ou la situation financière de la Société.

Dans le cadre de la gestion de son risque de liquidité, la Société surveille également la santé financière de ses principaux fournisseurs.

Flux de trésorerie — trimestre et neuf mois clos le 30 novembre 2024

(tous les montants sont en dollars américains et toutes les comparaisons sont établies par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, à moins d'indication contraire)

Les variations du montant net de la trésorerie de la Société ont été les suivantes :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	30 novembre 2024	30 novembre 2023	30 novembre 2024	30 novembre 2023
(en milliers)				
Trésorerie et équivalents de trésorerie – Début de la période	37 045 \$	31 414 \$	27 283 \$	40 605 \$
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'exploitation des activités poursuivies	(9)	61	19 883	(7 594)
Sorties d'équivalents de trésorerie liées aux activités d'investissement des activités poursuivies	(4 892)	(1 749)	(8 307)	(6 443)
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement des activités poursuivies	265	(6 143)	(6 088)	(3 320)
Incidence des écarts de change sur la trésorerie	(347)	(207)	(710)	128
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des activités poursuivies	(4 984)	(8 038)	4 778	(17 229)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des activités abandonnées	10 301	(4 972)	6 145	(6 662)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	5 317	(13 010)	10 924	(23 891)
Trésorerie et équivalents de trésorerie – Fin de période	32 061	23 376	32 061	23 376

Activités d'exploitation

Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2024, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation des activités poursuivies ont atteint le point mort, contre les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation de 0,1 million de dollars pour la période correspondante de l'année précédente. Cette variation reflète la hausse du BAIIA des activités poursuivies, compensée par des variations moins favorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2025, les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation des activités poursuivies se sont élevés à 19,9 millions de dollars, contre des sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation de 7,6 millions de dollars l'année dernière. Cette variation reflète principalement la hausse du BAIIA des activités poursuivies.

Les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement se sont établies comme suit :

(en milliers)	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	30 novembre 2024	30 novembre 2023	30 novembre 2024	30 novembre 2023
Créances d'exploitation	2 098	7 244	8 522	18 179
Stocks	(14 801)	4 893	(24 718)	(1 435)
Impôts sur le résultat recouvrables	(70)	(136)	(266)	(1 233)
Acomptes et charges payées d'avance	954	(558)	1 588	764
Dettes d'exploitation et charges à payer	7 924	(1 020)	22 722	(2 495)
Impôt sur le résultat à payer	1 178	606	1 310	(284)
Acomptes de clients	4 166	2 500	3 725	(251)
Provisions	598	34	2 828	1 780
	2 647	8 563	16 243	15 025

Activités d'investissement

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement des activités poursuivies pour le trimestre clos le 30 novembre 2024 se sont chiffrées à 4,9 millions de dollars en raison d'ajouts d'immobilisations corporelles d'un montant de 4,0 millions de dollars et d'ajouts d'immobilisations incorporelles d'un montant de 1,0 million de dollars. Pour le trimestre clos le 30 novembre 2023, les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement des activités poursuivies s'étaient élevées à 1,7 million de dollars et découlaient d'ajouts d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles.

Pour la période de neuf mois close le 30 novembre 2024, les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement des activités poursuivies se sont élevées à 8,3 millions de dollars en raison principalement d'ajouts d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles. Pour la période de neuf mois close le 30 novembre 2023, les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement des activités poursuivies s'étaient chiffrées à 6,4 millions de dollars en raison d'ajouts d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles.

Activités de financement

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2025, les entrées de trésorerie liées aux activités de financement des activités poursuivies a atteint 0,3 million de dollars, reflétant une variation nette de la dette à long terme pour la période. Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2024, les sorties de trésorerie liées aux activités de financement des activités poursuivies s'étaient élevées à 6,1 millions de dollars en raison principalement d'un remboursement de la dette à long terme de 5,7 millions de dollars.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2025, les sorties de trésorerie liées aux activités de financement des activités poursuivies se sont élevées à 6,1 millions de dollars et reflètent essentiellement une réduction nette de 5,7 millions de dollars de la dette à long terme. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2024, les sorties de trésorerie liées aux activités de financement des activités poursuivies ont totalisé 3,3 millions de dollars, en raison de remboursements respectifs de 1,8 million de dollars et 1,3 million de dollars de la dette à long terme et des obligations locatives à long terme.

Activités abandonnées

Les flux de trésorerie générés par le groupe en cours de cession pour les périodes considérées jusqu'à sa cession sont les suivants :

	Trimestre clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	30 novembre	30 novembre	30 novembre	30 novembre
	2024	2023	2024	2023
(en milliers)	\$	\$	\$	\$
Activités d'exploitation	8 429	(5 278)	3 582	(7 754)
Activités d'investissement	1 736	538	1 798	1 514
Activités de financement	(648)	(186)	(931)	(956)
Incidence des écarts de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	64	(46)	192	534
Variation nette de la trésorerie au cours de la période provenant des activités abandonnées	9 581	(4 972)	4 641	(6 662)

INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Du fait de ses activités, la Société est exposée à divers risques financiers, à savoir le risque de marché (y compris le risque de change et le risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie et à la juste valeur), le risque de crédit et le risque de liquidité. Le programme global de gestion des risques financiers de la Société vise à atténuer les risques imprévisibles du marché des capitaux et leurs effets potentiellement négatifs sur la performance financière de la Société.

La gestion des risques financiers est généralement assurée par la division des finances de la Société, conformément aux politiques approuvées par le conseil d'administration. La responsabilité de cette division consiste à définir, à évaluer et à couvrir les risques financiers de concert avec les équipes des finances des filiales de la Société. La Société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition à certains risques. L'utilisation des instruments financiers dérivés est régie par une politique aux termes de laquelle aucune opération sur dérivé ne doit être conclue en vue d'établir une position de spéculation ou de levier (le corollaire étant que toutes les opérations sur dérivés doivent avoir pour seul objet la gestion des risques).

Risque de marché

Risque de change

Le risque de change lié aux instruments financiers s'entend du risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varie en raison des fluctuations des taux de change. La Société exerce ses activités à l'échelle mondiale et court un risque de change découlant de son exposition à diverses monnaies. Le risque de change est lié aux opérations commerciales futures et aux actifs et passifs comptabilisés qui sont libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle de la Société. Les opérations de la Société utilisent différentes monnaies fonctionnelles et, par conséquent, chacune d'elles est exposée au risque de change lié à sa monnaie fonctionnelle.

Lorsqu'elle le peut, la Société rapproche les encaissements et les décaissements effectués dans une même monnaie. Le montant net de l'exposition résiduelle attendue aux devises fait l'objet d'une couverture. Pour couvrir cette exposition, la Société utilise des instruments dérivés de change, soit principalement des contrats de change à terme. Ces dérivés n'ont pas été désignés comme des couvertures à des fins comptables.

Au 30 novembre 2024 et au 29 février 2024, les montants en cours aux termes des contrats dérivés s'établissaient comme suit :

	Fourchette de taux de change		Profit (perte) (en milliers de \$ US)		Notionnel (en milliers de la devise indiquée)	
	30 novembre 2024	29 février 2024	30 novembre 2024	29 février 2024	30 novembre 2024	29 février 2024
Contrats de change à terme						
Achat d'euros contre des dollars américains — de 0 à 12 mois	1,08 à 1,10	1,08 à 1,10	(249)	40	30 200 \$ US	6 518 \$ US

Les contrats de change à terme sont des contrats aux termes desquels la Société a l'obligation de vendre ou d'acheter des monnaies étrangères au prix d'exercice. La juste valeur des instruments de change est inscrite à l'état consolidé du résultat net et reflète les montants estimés que la Société aurait versés ou reçus pour régler ces contrats à la date de clôture. Les profits latents sont comptabilisés à titre d'actifs dérivés et les pertes latentes, à titre de passifs dérivés, dans l'état consolidé de la situation financière.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison principalement de ses facilités de crédit, de sa dette à long terme et de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie. Les éléments à taux variables exposent la Société au risque de flux de trésorerie lié aux taux d'intérêt, et les éléments à taux fixes exposent la Société au risque de la juste valeur liée aux taux d'intérêt. La plus grande partie de la dette à long terme et des facilités de crédit de la Société porte intérêt à des taux variables, et sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie rapportent des intérêts à des taux variables. Une variation hypothétique de 0,5 % des taux d'intérêt n'aurait pas d'incidence significative sur le résultat net ou sur les flux de trésorerie de la Société.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une perte inattendue survienne si un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. Ce risque est lié principalement aux créances d'exploitation de la Société.

Le risque de crédit de la Société lié à ses créances d'exploitation est concentré. Au 30 novembre 2024, cinq clients (deux clients au 29 février 2024) représentaient plus de 5 % chacun des créances d'exploitation, dont un en représentait 11,2 % (7,6 % au 29 février 2024), alors que les 10 principaux clients de la Société représentaient 56,7 % (41,3 % au 29 février 2024) des créances d'exploitation. De plus, deux clients (un client au 30 novembre 2023) représentaient plus de 10 % du chiffre d'affaires de la Société.

Pour réduire son risque de crédit, la Société évalue sur une base continue la solvabilité de ses clients et applique des procédures d'évaluation particulières à tous ses nouveaux clients. L'évaluation comprend l'analyse par échéance des créances d'exploitation, ainsi que l'analyse des profils historiques de paiement, de la solvabilité des clients et des tendances économiques du moment. Chaque client se voit attribuer une limite de crédit particulière qui est révisée périodiquement. Pour certaines créances d'exploitation, la Société peut obtenir des sûretés sous forme d'une assurance-crédit versant des prestations si la contrepartie manque aux modalités de l'entente.

La Société applique la méthode simplifiée selon l'IFRS 9, qui consiste à évaluer les pertes de crédit attendues au moyen d'une correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Les taux des pertes de crédit attendues sont estimés à la lumière des pertes de crédit subies par la Société au cours de l'exercice précédant la clôture de la période. Les taux de pertes passées sont alors ajustés en fonction de l'information actuelle et de l'information prospective sur les facteurs macroéconomiques ayant des répercussions sur les clients de la Société.

En raison de ses instruments financiers dérivés, de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie ainsi que de ses placements à court terme, la Société est également exposée à un risque de crédit qu'elle gère en faisant affaire avec des institutions financières très bien notées. Le risque de crédit principal de la Société est limité à la valeur comptable des créances d'exploitation et des profits sur les actifs dérivés.

Le tableau qui suit présente des renseignements sommaires sur le classement par échéance des créances d'exploitation.

	Aux	
	30 novembre 2024	29 février 2024
(en milliers)	\$	\$
Courant	33 292	81 030
En souffrance depuis 0 à 30 jours	10 160	12 600
En souffrance depuis 31 à 90 jours	10 575	7 426
En souffrance depuis plus de 90 jours	3 391	9 041
	57 418	110 097
Moins : Correction de valeur pour perte	(219)	(225)
	57 199	109 872
Autres créances	8 424	10 042
Total des créances d'exploitation	65 623	119 914

Le tableau qui suit présente des renseignements sommaires sur la variation de la correction de valeur pour créances d'exploitation irrécouvrables :

	Périodes de neuf mois closes les	
	30 novembre 2024	30 novembre 2023
(en milliers)	\$	\$
Solde à l'ouverture de l'exercice	224	481
Charges pour correction de valeur pour pertes	-	62
Recouvrement de créances d'exploitation	(3)	(228)
Radiations de créances d'exploitation	-	(92)
Change	(2)	2
Soldes à la fin de la période	219	225

Risque de liquidité — veuillez consulter l'analyse présentée à la rubrique intitulée « Liquidités et ressources en capital ».

RISQUES SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE SUR NOS ACTIVITÉS

Dans son rapport de gestion pour l'exercice clos le 29 février 2024, la Société énumère les différents risques susceptibles d'avoir une incidence sur ses activités. La Société n'a aucun changement à déclarer au 30 novembre 2024.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, des contrôles et procédures de communication de l'information ont été conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information présentée dans les rapports intermédiaires et annuels de la Société à ses actionnaires est rassemblée puis communiquée à la direction en temps opportun, notamment au chef de la direction et au chef de la direction financière selon ce qui convient pour prendre des décisions concernant la communication de l'information. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a également été conçu de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers sont dressés conformément aux IFRS.

Au cours du trimestre clos le 30 novembre 2024, la Société n'a apporté à la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière aucun changement qui a ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence significative sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

Les états financiers de la Société sont dressés conformément aux IFRS telles qu'elles ont été publiées par l'IASB. Les principales méthodes comptables de la Société qui sont décrites aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés audités de la Société sont essentielles pour comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. Certaines de ces méthodes comptables exigent le recours à des estimations comptables critiques qui reposent sur des jugements complexes et subjectifs ainsi que sur des hypothèses, dont certaines portent sur des questions qui sont, par leur nature même, incertaines et susceptibles de changer. Les hypothèses et estimations utilisées sont fondées sur des paramètres qui sont dérivés de l'état des connaissances au moment de la préparation des états financiers et qui sont considérés comme raisonnables dans les circonstances. Plus particulièrement, la performance future de la Société a été estimée à la lumière des circonstances qui sont actuellement en vigueur et d'hypothèses quant à l'orientation future attendue de la conjoncture mondiale et du secteur d'activité. Si ces facteurs ne connaissent pas l'issue prévue et échappent au contrôle de la Société, les résultats réels pourraient différer des résultats attendus (voir la rubrique intitulée « Information prospective plus haut»). Ces estimations, ainsi que les hypothèses qui les sous-tendent, sont revues continuellement. Les modifications apportées aux estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est modifiée. Aucun changement significatif n'a été apporté aux principales estimations comptables au cours des deux derniers exercices.

Il n'y a aucun changement important par rapport aux principales estimations comptables indiquées dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice clos le 29 février 2024.

NORMES ET MODIFICATIONS COMPTABLES PUBLIÉES ET ADOPTÉES

La norme IAS 1 *Présentation des états financiers* exige que, pour qu'une entité puisse classer un passif comme non courant, elle doit avoir le droit, à la date de clôture, de reporter le règlement du passif pendant au moins 12 mois après cette date.

En janvier 2020, l'IASB a publié les modifications à IAS 1 *Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants* (modifications de 2020). Les modifications de 2020 entraient initialement en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023. En application des modifications de 2020, une entité n'a pas le droit de différer le règlement d'un passif — et classe donc le passif comme passif courant — si elle ne se conformait pas aux clauses restrictives en raison de sa situation à la date de clôture, même si le respect de ces clauses restrictives n'avait été testé que dans les 12 mois suivant cette date.

Les modifications publiées en octobre 2022 précisent que les clauses restrictives des contrats d'emprunt auxquelles une entité doit se conformer seulement après la date de clôture n'auraient pas d'incidence sur le classement d'un passif dans les passifs courants ou non courants à la date de clôture. Toutefois, les clauses restrictives auxquelles l'entité est tenue de se conformer au plus tard à la date de clôture auraient une incidence sur le classement dans les passifs courants ou non courants, même si la clause restrictive n'est évaluée qu'après la date de clôture.

Les modifications de 2022 prévoient des obligations d'information supplémentaires. Lorsque l'entité classe un passif résultant d'un accord d'emprunt dans le passif courant et que ce passif est assujéti aux clauses restrictives auxquelles l'entité est tenue de se conformer dans les 12 mois suivant la date de clôture, elle doit fournir dans les notes des informations qui permettent aux utilisateurs des états financiers de comprendre le risque que le passif puisse devenir remboursable dans les 12 mois suivant la date de clôture, notamment :

- a) la valeur comptable du passif;
- b) des informations sur les clauses restrictives;
- c) les faits et circonstances, le cas échéant, qui indiquent que l'entité pourrait avoir de la difficulté à se conformer aux clauses restrictives. Ces faits et circonstances peuvent aussi comprendre le fait que l'entité ne se serait pas conformée aux clauses restrictives compte tenu de sa situation à la date de clôture.

Les modifications apportées à IAS 1 entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024, l'adoption anticipée étant permise, et elles doivent être appliquées de manière rétrospective. La Société ne s'attend pas à ce que les modifications aient une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

MESURES HORS IFRS ET MESURES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

Dans le présent rapport de gestion, la Société présente des mesures de la performance et de la situation financière qui ne sont pas définies par les IFRS (les « mesures hors IFRS ») et qui sont, par conséquent, peu susceptibles d'être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures, que la direction utilise pour évaluer les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société, sont rapprochées des mesures de la performance définies par les IFRS. La Société présente aussi des mesures financières supplémentaires qui sont définies à la fin du présent rapport. Des rapprochements et des définitions sont présentés ci-après.

Résultat net (perte nette) ajusté(e), Résultat net (perte nette) ajusté(e) par action, Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») et BAIIA ajusté

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
(en milliers, sauf les montants par action)	30 novembre 2024 \$	30 novembre 2023 \$	30 novembre 2024 \$	30 novembre 2023 \$
<i>Rapprochement du résultat net (perte nette) des activités poursuivies avec le résultat net (perte nette) ajusté(e) des activités poursuivies et le résultat net (perte nette) ajusté(e) des activités poursuivies par action</i>				
Résultat net (perte nette) des activités poursuivies	(47 835)	(9 461)	(50 632)	(22 366)
<i>Ajustements au titre des éléments suivants :</i>				
Coûts liés à l'amiante	69 064	2 274	73 545	6 846
Actifs d'impôts différés liés aux transactions	(16 699)		(16 699)	
Autres coûts de restructuration	-	-	89	-
Coûts liés aux transactions	3 972	176	5 554	792
Résultat net (perte nette) ajusté(e) des activités poursuivies	8 502	(7 011)	11 857	(14 728)
par action — de base et dilué(e)	0,39	(0,32)	0,55	(0,68)
<i>Rapprochement du résultat net (perte nette) des activités poursuivies avec le BAIIA ajusté des activités poursuivies</i>				
Résultat net (perte nette) des activités poursuivies	(47 835)	(9 461)	(50 632)	(22 366)
<i>Ajustements au titre des éléments suivants :</i>				
Amortissement des immobilisations corporelles	1 545	1 803	5 091	5 203
Amortissement des immobilisations incorporelles et des coûts de financement	570	529	1 558	1 520
Charges financières – montant net	442	391	1 091	1 064
Impôts sur le résultat	(14 930)	77	(13 993)	832
BAIIA	(60 208)	(6 661)	(56 885)	(13 747)
<i>Ajustements au titre des éléments suivants :</i>				
Autres frais de restructuration	-	-	121	-
Coûts liés à l'amiante	69 064	2 274	73 545	6 846
Coûts liés aux transactions	5 404	239	7 556	1 077
BAIIA ajusté	14 260	(4 148)	24 337	(5 824)

Les termes « résultat net ajusté » et « perte nette ajustée » s'entendent du résultat net ou de la perte nette attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple majoré(e) d'ajustements, déduction faite de l'impôt sur le résultat, pour les frais de restructuration et les coûts liés à la transaction proposée. Le résultat net ajusté (la perte nette ajustée) par action s'obtient en divisant le résultat net ajusté (la perte nette ajustée) par le nombre total d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.

Le terme « BAIIA » s'entend du résultat net ajusté majoré de l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des immobilisations incorporelles, du montant net des charges financières et de la provision pour charge d'impôt sur le résultat. Le terme « BAIIA ajusté » s'entend du BAIIA majoré d'ajustements pour les frais de restructuration et les coûts liés à l'opération proposée. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.

La direction estime que la présentation d'un résultat net ajusté et d'un BAIIA ajusté pour les effets de la cession des filiales françaises ainsi que du règlement des coûts liés à l'amiante aidera les investisseurs à mieux comprendre les performances passées de la Société.

Définitions des mesures financières supplémentaires

Les termes « nouvelles commandes nettes » et « nouvelles commandes » s'entendent des commandes fermes, déduction faite des annulations, comptabilisées par la Société au cours d'une période déterminée. Les fluctuations des taux de change ont une incidence sur le montant des nouvelles commandes au cours d'une période donnée. La mesure fournit une indication de la performance des activités de vente de la Société pour une période déterminée et donne une idée du chiffre d'affaires futur et des flux de trésorerie que généreront ces commandes.

Le terme « carnet de commandes » s'entend du cumul de toutes les nouvelles commandes prises en charge par la Société et restant à livrer. Les fluctuations des taux de change ont une incidence sur le montant du carnet de commandes de la Société au cours d'une période donnée. La mesure fournit une indication des défis opérationnels auxquels la Société devra faire face et donne une idée du chiffre d'affaires futur et des flux de trésorerie que généreront ces commandes.

Le « ratio commandes/chiffre d'affaires » s'obtient en divisant les nouvelles commandes par le chiffre d'affaires. La mesure fournit une indication de la performance et des perspectives de la Société pour une période déterminée.

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.